



Conseil de sécurité

Syrie - Briefing sur les développements politiques et humanitaires

New York, le 23 mars 2023

Déclaration de la Suisse

Monsieur le Président,

Je fais cette déclaration à titre national sur la situation politique en Syrie. En ce qui concerne les aspects humanitaires, je me joins à ce qu'a dit notre collègue brésilien au nom de nos deux pays. Je voudrais bien entendu remercier l'Envoyé Spécial Pedersen ainsi que Monsieur Talahma.

En mars 2011, le peuple syrien défilait dans les rues de Deraa et Damas en quête de réforme. Un peu partout en Syrie, les murs portent encore la trace de ces premiers mois, sous la forme de graffitis qui reflètent parfois la tristesse, la colère, mais aussi la détermination inébranlable des Syriennes et Syriens à construire un nouvel avenir.

Douze ans après les premières manifestations, la Syrie est marquée par ce conflit. La répression contre les aspirations civiques de toute une génération de Syriens et de Syriennes, la destruction des infrastructures et des liens culturels et sociaux, le déplacement forcé de millions de personnes à l'intérieur et à l'extérieur du pays, l'ont à jamais changée. Après 12 ans de conflit, la détention et la disparition forcée de dizaines de milliers de Syriennes et de Syriens continuent de peser lourd pour la société syrienne. La question des détenus et des disparus demeure une préoccupation centrale de paix et de sécurité.

Devant le vide béant laissé par les disparitions, les cendres et les gravats causés par le conflit et, plus récemment, par les tremblements de terre, une solution politique du conflit syrien reste primordiale. Les Syriennes ont un rôle important à jouer à cet égard. En vue de l'amélioration des conditions sociales, matérielles, humaines et politiques de leur pays, nous soutenons la participation pleine, égale et significative des femmes syriennes aux décisions qui engagent leur avenir, leurs besoins et leurs aspirations pour le futur – qu'elles soient citoyennes, réfugiées, représentantes politiques ou de la société civile. Ceci est conforme à l'agenda femmes, paix et sécurité, et à la résolution 2254. A ce sujet, nous saluons le caractère inclusif du Conseil consultatif des femmes syriennes et ses efforts pour promouvoir le dialogue.

Comme l'Envoyé spécial Geir Pedersen l'a dit « la situation en Syrie est intenable et continuer de la même manière défie l'humanité et la logique ». La Suisse soutient les efforts de l'Envoyé spécial visant à rétablir la confiance entre les différentes parties dans la dynamique actuelle, pour que ce moment soit un tournant. Nous plaidons pour un rôle actif de l'ONU dans la recherche d'une solution politique au conflit, et continuerons de mettre à disposition Genève

pour accueillir tous les types de pourparlers et d'initiatives visant à promouvoir une paix durable en Syrie.

Monsieur le président,

La Suisse s'inquiète des violations continues du droit international humanitaire et des droits humains commises, depuis 2011, par toutes les parties dans tout le pays. Elle appelle toutes les parties au conflit à respecter leurs obligations à cet égard afin de mettre fin à la situation désastreuse dans laquelle vivent les civils et les personnes privées de liberté en relation avec le conflit. Nous restons particulièrement consternés par la persistance des graves violations commises à l'encontre des enfants.

La justice et la lutte contre l'impunité sont des conditions sine qua non pour permettre une paix durable. En ce sens, la Suisse soutient par exemple le travail du Mécanisme international, impartial et indépendant pour la Syrie. Nous tenons également à souligner le rôle que le Conseil peut jouer dans la lutte contre l'impunité.

Il s'agit d'éviter que de telles violations du droit international, notamment du droit international humanitaire et des droits humains ne se répètent à l'avenir – en Syrie ou ailleurs.

Je vous remercie.

Unofficial Translation

Mr. President,

I make this statement in my national capacity on the political situation in Syria. With regard to the humanitarian aspects, I join our Brazilian colleague in what he said on behalf of our two countries. I would of course like to thank Special Envoy Pedersen and Mr Talahma.

In March 2011, the Syrian people marched through the streets of Deraa and Damascus in search of reform. All over Syria, the walls still bear the traces of those first months, in the form of graffiti that sometimes reflect the sadness, the anger, but also the unshakeable determination of Syrians to build a new future.

Twelve years after the first demonstrations, Syria is marked by this conflict. The repression of the civic aspirations of a whole generation of Syrians, the destruction of infrastructure and cultural and social links, the forced displacement of millions of people inside and outside the country, have changed it forever. After 12 years of conflict, the detention and enforced disappearance of tens of thousands of Syrians continues to weigh heavily on Syrian society. The issue of detainees and missing persons remains a central peace and security concern.

In the face of the gaping void left by the disappearances, ashes and rubble caused by the conflict and, more recently, by the earthquakes, a political solution to the Syrian conflict remains paramount. Syrian women have an important role to play in this regard. In order to improve the social, material, human and political conditions in their country, we support the full, equal and meaningful participation of Syrian women in decisions that affect their future, their needs and their aspirations for the future – whether they are citizens, refugees, political or civil society representatives. This is in line with the Women, Peace and Security agenda and

Resolution 2254. In this regard, we welcome the inclusive nature of the Syrian Women's Advisory Board and its efforts to promote dialogue.

As Special Envoy Geir Pedersen said, "the situation in Syria is untenable and to continue in the same way defies humanity and logic". Switzerland supports the Special Envoy's efforts to rebuild trust between the different parties in the current dynamics, so that this moment is a turning point. We advocate an active role for the UN in the search for a political solution to the conflict, and will continue to make Geneva available to host all types of talks and initiatives to promote a lasting peace in Syria.

Mr. President,

Switzerland is concerned about the continued violations of international humanitarian law and human rights law committed by all parties throughout the country since 2011. It calls on all parties to the conflict to respect their obligations in this regard in order to put an end to the disastrous situation in which civilians and people deprived of their liberty in connection with the conflict are living. We remain particularly concerned by the continuing grave violations against children.

Justice and the fight against impunity are prerequisites for lasting peace. In this sense, Switzerland supports, for example, the work of the International, Impartial and Independent Mechanism for Syria. We would also like to stress the role that the Council can play in the fight against impunity.

Such violations of international law, including international humanitarian and human rights law, must be prevented from happening again in the future - in Syria or elsewhere.

Thank you.